

Les pertes après récolte : la nécessité de structurer le débat

12 juin 2017

Un article de *Food Policy*, mis en ligne récemment, présente une revue critique de la littérature sur la question des pertes après récolte (par l'agriculteur ou lors du transport notamment) en Afrique subsaharienne. Un [rapport de la FAO](#) estime qu'approximativement 20 % du volume de la production en grains, dans cette région, sont perdus avant d'arriver aux consommateurs. Les auteurs font une recension des méthodologies de quantification des pertes, et dressent un panorama des stratégies mises en place et de leurs impacts. Sur le terrain politique, ces réflexions méthodologiques s'inscrivent dans le cadre des Objectifs de Développement Durable, pour lesquels est fixée une réduction de moitié des pertes et gaspillages alimentaires en 2030.

Les méthodes pour quantifier les pertes après récolte et leur potentiel de réduction sont multiples et vont de la modélisation/simulation macro aux observations directes de terrain, dont les résultats diffèrent de manière importante. D'après les auteurs, au-delà de la mise en place de la méthode la plus idoine, le niveau optimal de pertes est difficilement mesurable à travers le seul prisme du volume, car la perte de qualité nutritionnelle et les considérations financières et institutionnelles sont également à prendre en compte. Ils soulignent que la mesure des pertes après récolte devrait plutôt se fonder sur une approche holistique, afin de relever des défis plus larges à l'échelle de la filière (structuration) et de la population (sécurité alimentaire).

Dans un second temps, les auteurs dressent un panorama des stratégies les plus utilisées et de leurs impacts sur la réduction des pertes en volume. Ils soulignent le problème du manque d'information sur l'impact des pertes sur le revenu, le comportement d'épargne, l'investissement ou encore la participation au marché des agriculteurs : une meilleure connaissance de ces éléments permettrait de mieux fonder ces stratégies. Le document passe enfin en revue les différentes options qui, selon les auteurs, seraient à mettre en place à un niveau national, afin de privilégier les approches intégratives (investissements dans des infrastructures de transport et sanitaires, généralisation des *warehouse receipt systems*, etc.).

Barthélemy Lanos, Centre d'études et de prospective

Source : [Food Policy](#)